MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 7 Mars 2023

Régional

La branche assurance du Comesa va couvrir les éleveurs de bétail pour atténuer les effets de la sécheresse dans la région

Dans le cadre du programme DRIVE (De-risking, Inclusion and Value Enhancement of Pastoral Economies), soutenu par la Banque mondiale et doté d'un budget de 360 MUSD, Zep-Re (la branche assurance du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)), introduira une assurance pour les éleveurs au Kenya, à Djibouti, en Éthiopie, en Somalie et en Érythrée. L'assurance fonctionnera selon le modèle suivant : les agriculteurs paieront une prime de 20 %, tandis que 80 % seront couverts par leurs gouvernements respectifs sous la forme de subventions et de prêts. Alors que la sécheresse dans la région a déjà tué 11 millions de têtes de bétail et que l'Igad a déclaré que la région devait s'attendre à d'autres déficits pluviométriques, l'assurance devrait contribuer à alléger la pression sur les éleveurs. L'assurance bétail avait déjà été introduite au Kenya en 2015. Devant le succès de cette opération, le programme est étendu pour la première fois à d'autres pays de la Corne de l'Afrique.

Burundi

Pas de brève cette semaine

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Inauguration d'un complexe hôtelier à Tadjourah pour accroître le tourisme balnéaire dans la région

Le Président de la République djiboutienne, Ismail Omar Guelleh, a inauguré un nouveau complexe hôtelier, le « Gadileh Resort Hôtel », dans la région de Tadjourah. Cet hôtel, doté de 60 chambres, est annexé à la cité résidentielle « Gadileh Palm Village », autre projet financé par le même entrepreneur et partiellement mis en service depuis 2019. En 2021, Djibouti disposait d'un parc hôtelier d'environ 2 185 lits quasi-exclusivement situé à

Djibouti-ville. Conscient de cette forte disparité entre la capitale et l'hinterland, le gouvernement djiboutien a établi une stratégie de développement du tourisme autour de trois pôles : un pôle capital (tourisme d'affaires et de plaisance), un pôle balnéaire autour de Tadjourah notamment, et un pôle éco-responsable autour de Dikhil et du Lac Abbé.

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Contrainte accrue sur le déficit budgétaire 2022/2023 en raison du gel des financements extérieurs

Selon la ministre de la Planification et du Développement, Fitsum Assefa Adela, l'Ethiopie aurait reçu un montant d'aide budgétaire des partenaires au premier semestre de l'année fiscale en cours inférieur à celui prévu dans le budget 2022/2023. En effet, seulement un quart des 20 Md ETB (soit 5 Md ETB ou 93 MUSD) planifiés pour les premiers six mois de l'exercice a été réceptionné par le pays. L'Ethiopie subirait toujours les conséquences du conflit au Tigré qui avait entrainé la suspension d'une partie de l'aide budgétaire en cours et la réorientation des financements vers des programmes « people-centered ». Les négociations techniques à propos d'un nouveau programme du FMI n'ont pas formellement repris à ce stade. Alors que le déficit budgétaire de l'Ethiopie a été contenu en dessous de 3 % depuis plusieurs années, les estimations du FMI pour 2022 font l'état d'une hausse de ce dernier (3,1% du PIB en 2022 contre 2,8% 2021) en raison de pertes de recettes liées au conflit (gel des financements extérieurs notamment) et de dépenses supplémentaires.

Revalorisation des statuts de l'École d'Aviation Éthiopienne d'Ethiopian Airlines

L'École d'Aviation Éthiopienne (EAA), intégrée au groupe *Ethiopian Airlines*, s'est vue attribuer le statut d'université dans le pays, lui permettant désormais de proposer des formations diplômantes de niveau licence et master dans ses cinq centres de formation englobant l'industrie de l'aviation dans son intégralité (pilotage, navigation commerciale aérienne, maintenance, services au sol). En 1956, grâce à un soutien américain, un premier programme de formation des techniciens, complété en 1958 par un programme de formation plus commerciale ont été mis en place. L'école de formation des pilotes, la mieux équipée du continent en termes de simulateurs de vol complets (type A350, B737, B737 MAX notamment) a, elle, été ouverte en 1964. Depuis sa création, l'EAA aurait formé plus de 15 000 professionnels du secteur de plus de 50 pays africains, du Moyen Orient et de l'Asie.

Kenya

Le Kenya va importer du pétrole des Émirats arabes unis à crédit pour atténuer la pénurie de dollars

Mercredi, le gouvernement a lancé, pour la première fois depuis 2015, un appel d'offres structuré pour restreindre la participation aux sociétés pétrolières publiques des États du Golfe, telles que *Saudi Aramco*, *Emirates National Corporation* et *Abu Dhabi National Oil Corporation*. L'Autorité de Régulation du secteur de l'énergie et du pétrole (EPRA) souhaitait en effet modifier partiellement le modèle d'importation de carburant, actuellement organisé via un système d'appel d'offres ouvert, à un accord intergouvernemental d'approvisionnement. Cet accord prendra effet en mars 2023 - pour une durée maximale d'un an - afin de soulager les pressions sur les réserves en dollars. En effet, les importations de pétrole, payées chaque mois au comptant, représentent actuellement un tiers des importations totales de l'économie, constituant ainsi 28 % des besoins en dollars du pays. Le nouveau système mis en place permettra l'importation, via la société publique *National Oil Corporation* (Nock), de 30 % des besoins en carburant mensuels, par le biais de contrats à long terme. De cette manière, le pays pourra gérer la demande de dollars et donc atténuer la pénurie de devises étrangères avec laquelle le Kenya est aux prises depuis plusieurs mois.

La pénurie de dollars fait craindre l'émergence d'un taux de change parallèle

Un certain nombre de commerçants et d'importateurs affirment que les banques commerciales ont commencé à imposer un plafond à la distribution de dollars. La moyenne serait de 5 000 USD disponibles par retrait quotidien. Certaines entreprises kenyanes, peinant à répondre à leurs besoins d'approvisionnement, auraient déjà commencé à se procurer des dollars dans les pays voisins, notamment en Tanzanie. De même, des entreprises de premier plan auraient commencé à échanger des devises entre elles, faisant craindre l'apparition d'un taux de change parallèle. Plusieurs facteurs expliquent la pénurie de dollars, notamment la hausse des prix internationaux des matières premières, l'inflation et la dépréciation du schilling, ainsi que les règles strictes du marché interbancaire kenyan, qui paralyseraient les opérations de marché. La CBK n'a pas fait de commentaire immédiat sur la pénurie de dollars, mais a affirmé à plusieurs reprises que le Kenya disposait de suffisamment de devises étrangères pour répondre à la demande.

Madagascar

Signature d'une convention de 10 MEUR en faveur de la mobilité douce et de la sécurisation routière dans la CUA

Le 27 février, l'ambassadeur de France à Madagascar a signé une convention avec la ministre de l'économie et des finances portant sur le Programme d'appui à la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) dans le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de mobilité douce et de sécurisation routière. Ce projet d'une durée de cinq ans est financé par une subvention de 10 MEUR l'Agence française de développement (AFD) et s'articule autour de trois composantes : (i) sécurisation et développement de la mobilité douce,

planification de la mobilité urbaine pour 7,5 MEUR ; (ii) renforcement des capacités de la CUA (1,3 MEUR) et pépinière urbaine (1,2 MEUR). Il permettra principalement la réhabilitation et élargissement de trottoirs, la sécurisation de zones partiellement piétonnes, la création d'itinéraires cyclables et d'appuyer la réalisation d'un Plan de Mobilité Urbaine Durable (PMUD).

Maurice

Renforcement de l'offre aérienne entre Maurice et l'Inde

Avec une participation légèrement inférieure à 5 % de la fréquentation annuelle en 2019 (soit 75 000 visiteurs), le marché indien est identifié pour son fort potentiel que les autorités mauriciennes tentent de drainer avec une augmentation de l'offre de sièges vers les principales métropoles du pays. Ainsi elles ont accordé cinq créneaux hebdomadaires vers Bombay, à la compagnie indienne Vistara qui viendront compléter dès la fin du mois de mars les 7 rotations opérées chaque semaine par Air Mauritius vers Bombay et Delhi. Cependant, si Vistara profite d'une ouverture stratégique, les autorités restent prudentes dans l'octroi de segment vers les marchés jugés plus matures afin de ne pas saturer l'offre.

Ouganda

84 966 Ougandais ont émigré en 2022 au Moyen-Orient pour y trouver un emploi

Selon les chiffres du Ministère du Genre, du Travail et du Développement social, 84 966 travailleurs ougandais ont émigré au Moyen-Orient en 2022, dont 77 914 à destination de l'Arabie Saoudite. 65,5 % d'entre eux ont été recrutés pour des emplois de maison, 5,7 % pour des travaux de nettoyage et 1,7 % en tant agent de sécurité. Toutefois, une majorité d'entre eux avait un travail occasionnel, avec un salaire moyen s'élevant à 1 MUGX (environ 250 euros). Sur les dix dernières années, le nombre de travailleurs migrants ougandais au Moyen-Orient a connu une croissance rapide et a notamment quadruplé entre 2016 et 2022. Cette diaspora ougandaise est à l'origine de transferts de fond privés, qui représentent une source de devises importante pour le pays. Au niveau microéconomique, ces transferts constituent des ressources pour les ménages récipiendaires, permettant de faire face aux besoins quotidiens ou d'investir dans une activité génératrice de revenus. Ils ont connu une hausse spectaculaire au cours des deux dernières décennies, avec un pic avant la Covid-19 à 1,369 MUSD en 2018/19, soit une hausse de +581 % par rapport à 2000/01. Selon une étude de la Banque centrale ougandaise, le Moyen-Orient était en 2018, la première zone géographique d'origine de ces transferts, représentant 28,5 % des flux de l'années.

Rwanda

Pas de brève cette semaine

Seychelles

Pas de brève cette semaine

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Résilience du commerce extérieur

Malgré la situation difficile qu'il traverse, le Soudan a vu une intensification de ses échanges, atteignant même un pic historique de 15,46 Mds USD, soit une augmentation de 4 % par rapport à 2021. Cette progression provient d'une forte poussée des importations (+12 %) au détriment des exportations qui ont connu une baisse de -13 %. Ainsi, la balance commerciale affiche un déficit historique de -6,74 Mds USD. Les EAU et la Chine restent les deux principaux partenaires commerciaux avec respectivement 4,4 Mds et 2,3 Mds USD, représentant à eux seuls 43 % des échanges extérieurs. A noter, que le Soudan affiche un solde commercial négatif avec tous ses principaux partenaires commerciaux. L'or maintient sa place de premier poste d'exportation (avec 46 % du total), tout comme, en termes sectoriels, les ventes agricoles et animales (52 % du total). Les principaux postes d'importation restent les produits pétroliers (26 % du total) et les denrées alimentaires (25 %).

Soudan du Sud

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un financement d'urgence de 114,8 MUSD en faveur du Sud-Soudan

Réuni le 1er mars dernier, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un décaissement, en faveur du Soudan du Sud, de 86,1 millions de DTS (environ 114,8 MUSD) au titre du guichet "choc alimentaire" de la Facilité de crédit rapide (FCR). Cette aide vise à aider le pays à faire face à l'insécurité alimentaire tout en maintenant les dépenses sociales et celles qui favorisent la croissance, ainsi qu'en augmentant les réserves pour répondre aux besoins urgents de balance des paiements. En particulier, 20 MUSD seront destinés à fournir une aide humanitaire immédiate pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Le pays est en effet confronté à des chocs successifs (quatre années consécutives d'inondations intenses, impact de la guerre en Ukraine, pandémie de COVID-19), qui, en provoquant une hausse du prix des denrées alimentaires de base, ont exacerbé une situation humanitaire déjà difficile, avec 8,3 millions de personnes (environ deux tiers de la population) en situation d'une insécurité alimentaire aiguë.
Les autorités ont également demandé à bénéficier des programmes de suivi un *Staff Monitored Program* (SMP) et *Program Monitoring with Board*

involvement (PMB) afin d'établir un bilan de la mise en œuvre de leurs politiques, ce qui pourrait ouvrir la voie à un programme soutenu par le FMI. Le SMP est un accord informel avec les services du FMI pour suivre le programme économique du pays tandis que le PMB est SMP avec une participation du Conseil d'administration à la formulation d'avis sur la solidité et la mise en œuvre des politiques économiques du pays. Ce programme mettra l'accent sur les politiques visant à préserver la stabilité macroéconomique, à garantir la viabilité de la dette et à fournir un cadre permettant aux autorités d'approfondir et d'élargir les réformes en matière de gestion des finances publiques et de gouvernance. Il fixe également des objectifs pour préserver les dépenses sociales prioritaires et les salaires du secteur public.

Le conseil d'administration et la direction du FMI ont salué les mesures déjà prises par les autorités et qui ont permis des progrès en matière de stabilisation de l'économie, résorption des arriérés de salaires, mobilisation des recettes non pétrolières supplémentaires et renforcement de la transparence des finances publiques.

Tanzanie

L'or, le tourisme, les produits manufacturés et les exportations traditionnelles sont les principales sources de devises étrangères en 2022

Selon la revue économique mensuelle de février 2023 de la Banque centrale de Tanzanie (Bank of Tanzania, BoT), le stock de réserves de change du pays a chuté à 4,8 Md USD à la fin du mois de janvier 2023 (contre 5,2 Md USD un mois auparavant). La BoT note que le montant des réserves reste suffisant pour couvrir 4,3 mois d'importations, conformément à l'objectif national d'au moins 4 mois. Les principales sources de devises étrangères de la Tanzanie en 2022 ont été l'or (2,83 Md USD), le tourisme (2,56 Md USD), les produits manufacturés (1,43 Md USD) et les exportations traditionnelles telles que le tabac, le café, le coton, les noix de cajou, le thé et les clous de girofle (766,5 M USD). Les prêts et subventions étrangers constituent également une source importante de devises pour le pays. La facture pétrolière continue de peser fortement dans les importations du pays et les dépenses en devises.

La dette nationale est en hausse à 40,6 Md USD en janvier 2023

D'après la revue économique mensuelle de février 2023 de la BoT, l'encours de la dette nationale comprenant la dette publique (extérieure et intérieure) et la dette extérieure du secteur privé, a atteint 40,6 Md USD en janvier 2023 (contre 37,6 Md USD en janvier 2022) soit une augmentation de 3Md USD entre les deux années. Cette augmentation s'explique principalement par les nombreux décaissements de prêts et par l'utilisation du découvert bancaire. L'encours de la dette extérieure (secteur public et privé) représente 72,5% de l'encours de la dette nationale soit 29 Md USD. Une

grande partie de l'encours de la dette extérieure est due aux institutions multilatérales, représentant 47,4 % de l'encours, suivies pas les créanciers commerciaux. Selon le ministère des Finances et de la Planification, cette tendance à la hausse de la dette est sans surprise puisque la Tanzanie continue d'investir dans plusieurs grands projets d'infrastructures essentiels pour attirer des investisseurs. Ces projets comprennent le Standard Gauge Railways (SGR), le barrage hydroélectrique Julius Nyerere, l'expansion du port de Dar es Salam et le projet de Bus Rapid Transit (BRT) à Dar es Salam.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : Kenya / Somalie / Burundi / Rwanda
Twitter : DG Trésor Kenya
Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr
En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : Madagascar / Seychelles / Maurice / Comores
Twitter : DG Trésor Madagascar
Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : Ethiopie / Djibouti / Erythrée
Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : Ouganda / Soudan du Sud
Contact : Suzanne KOUKOUI PRADA
suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : Tanzanie
Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : Soudan
Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr) , (heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr)
Rédaction : SER de Nairobi et SE de l'AEOI

Pour s'abonner : michael.mbae@gtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©DGTresor